RESOLUTIONS ADOPTÉES SUR LES RAPPORTS DE LA SIXIÈME COMMISSION

SOMMAIRE

	<i>Pages</i>
1262 (XIII). Question de la procédure arbitrale (14 novembre 1958) [point 57]	55
1288 (XIII). Relations et immunités diplomatiques (5 décembre 1958) [point 56]	55
1289 (XIII). Relations entre les Etats et les organisations intergouvernementales (5 décembre 1958) [point 56]	56
1290 (XIII). Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa dixième session [chap. V] (5 décembre 1958) [point 56]	56
1291 (XIII). Question de la publication d'un annuaire juridique des Nations Unies (5 décembre 1958) [point 56]	56
1306 (XIII). Question d'une étude à entreprendre sur le régime juridique des eaux historiques, y compris les baies historiques (10 décembre 1958) [point 58]	56
1307 (XIII). Convocation d'une deuxième conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (10 décembre 1958) [point 59]	56

1262 (XIII). Question de la procédure arbitrale

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 797 (VIII) du 7 décembre 1953 et 989 (X) du 14 décembre 1955,

Considérant que l'arbitrage est un des moyens mentionnés par la Charte des Nations Unies pour le règlement pacifique des différends,

Ayant examiné le chapitre II, relatif à la procédure arbitrale, du rapport de la Commission du droit international¹ sur les travaux de sa dixième session,

Tenant compte des explications dudit rapport selon lesquelles, notamment, les articles du projet sur la procédure arbitrale y contenus n'obligeront les Etats que lorsque ces articles seraient acceptés et dans la mesure où chacun d'eux serait accepté par les Etats dans les traités d'arbitrage ou dans les clauses de compromis,

Prenant en considération les observations des gouvernements et les déclarations faites à la Sixième Commission, lors de la treizième session de l'Assemblée générale,

1. *Prend acte* du chapitre II du rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa dixième session;

2. *Exprime sa satisfaction* du travail accompli par la Commission du droit international et par le Secrétariat dans le domaine de la procédure arbitrale;

3. *Porte à l'attention* des Etats Membres les articles du projet sur la procédure arbitrale contenus dans le rapport de la Commission du droit international, afin que, dans les cas et dans la mesure où ils le jugent à propos, ils prennent en considération lesdits articles et les utilisent lors de la rédaction des traités d'arbitrage ou des compromis;

4. *Invite* les gouvernements à envoyer au Secrétaire général tous commentaires qu'ils désireraient faire sur le projet, et notamment sur leur expérience dans la rédaction d'accords d'arbitrage et la marche de la procédure arbitrale, en vue de faciliter un nouvel examen de la matière par l'Organisation des Nations Unies en temps approprié.

*780ème séance plénière,
14 novembre 1958.*

1288 (XIII). Relations et immunités diplomatiques

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le chapitre III du rapport de la Commission du droit international¹ sur les travaux de sa dixième session, qui contient un projet d'articles et des commentaires sur les relations et immunités diplomatiques,

Rappelant que l'Assemblée générale, par sa résolution 685 (VII) du 5 décembre 1952, a demandé à la Commission du droit international de procéder à la codification du sujet "Relations et immunités diplomatiques" parmi les questions auxquelles elle donne priorité,

Tenant compte du paragraphe 25 du rapport de la Commission du droit international² sur les travaux de sa neuvième session, où la Commission a indiqué qu'elle avait décidé de soumettre à l'Assemblée générale, à sa treizième session, un rapport définitif sur les relations et immunités diplomatiques après avoir réexaminé la question à la lumière des observations présentées par les gouvernements,

Tenant compte également du paragraphe 50 du rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa dixième session, où la Commission indique qu'elle a décidé de recommander à l'Assemblée

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, treizième session, Supplément No 9 (A/3859).

² *Ibid.*, douzième session, Supplément No 9 (A/3623).

générale que le projet d'articles relatifs aux relations et immunités diplomatiques soit recommandé aux Etats Membres en vue de la conclusion d'une convention,

1. *Félicite* la Commission du droit international des travaux qu'elle a accomplis sur la question des relations et immunités diplomatiques;

2. *Invite* les Etats Membres à communiquer leurs observations sur le projet d'articles relatifs aux relations et immunités diplomatiques le 1er juin 1959 au plus tard;

3. *Prie* le Secrétaire général de faire distribuer le texte de ces observations, de façon à faciliter l'examen de la question à la quatorzième session de l'Assemblée générale;

4. *Décide* d'inscrire la question intitulée "Relations et immunités diplomatiques" à l'ordre du jour provisoire de sa quatorzième session, en vue de la conclusion prochaine d'une convention sur les relations et immunités diplomatiques;

5. *Décide* d'étudier, à sa quatorzième session, la question de savoir à quel organe il convient de confier le soin d'élaborer la convention.

782ème séance plénière,
5 décembre 1958.

1289 (XIII). Relations entre les Etats et les organisations intergouvernementales

L'Assemblée générale,

Prenant note du paragraphe 51 du rapport de la Commission du droit international¹ sur les travaux de sa dixième session, concernant la diplomatie *ad hoc* et en particulier les conférences diplomatiques, et du paragraphe 52 du même rapport, concernant les relations entre les Etats et les organisations internationales,

Considérant l'importance et le développement des organisations internationales,

Considérant les observations présentées à l'Assemblée générale par les gouvernements au cours des douzième et treizième sessions, notamment sur la question visée au paragraphe 52 du rapport,

Invite la Commission du droit international à examiner plus avant la question des relations entre les Etats et les organisations internationales intergouvernementales, en temps opportun, après que l'étude des relations et immunités diplomatiques, des relations et immunités consulaires et de la diplomatie *ad hoc* aura été achevée par l'Organisation des Nations Unies, et à la lumière des résultats de cette étude ainsi que des débats à l'Assemblée générale.

782ème séance plénière,
5 décembre 1958.

1290 (XIII). Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa dixième session (chap. V)

L'Assemblée générale,

Ayant examiné les questions traitées au chapitre V du rapport de la Commission du droit international¹ sur les travaux de sa dixième session,

Prend acte du chapitre V dudit rapport.

782ème séance plénière,
5 décembre 1958.

1291 (XIII). Question de la publication d'un annuaire juridique des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Considérant qu'il lui appartient de prendre des mesures propres à favoriser le développement du droit international,

Considérant que la publication d'un annuaire juridique des Nations Unies peut constituer une mesure utile à cette fin,

Rappelant sa résolution 176 (II) du 21 novembre 1947,

Ayant pris en considération les débats qui ont eu lieu à la Sixième Commission sur la question de la publication d'un annuaire juridique,

1. *Prie* le Secrétaire général de préparer un rapport sur la question de la publication d'un annuaire juridique des Nations Unies, rapport qui devra envisager en outre les incidences techniques et financières d'une telle publication, en tenant compte des suggestions faites lors des débats de la Sixième Commission, et de communiquer ce rapport aux Etats Membres avant la quatorzième session de l'Assemblée générale;

2. *Décide* d'inscrire cette question à l'ordre du jour provisoire de sa quatorzième session.

782ème séance plénière,
5 décembre 1958.

1306 (XIII). Question d'une étude à entreprendre sur le régime juridique des eaux historiques, y compris les baies historiques

L'Assemblée générale,

Ayant reçu la résolution³ adoptée le 27 avril 1958 par la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, dans laquelle celle-ci demandait à l'Assemblée générale de prendre des dispositions pour l'étude du régime juridique des eaux historiques, y compris les baies historiques, et pour la communication des résultats de cette étude à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies,

Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quatorzième session la question d'une étude à entreprendre sur le régime juridique des eaux historiques, y compris les baies historiques.

783ème séance plénière,
10 décembre 1958.

1307 (XIII). Convocation d'une deuxième conférence des Nations Unies sur le droit de la mer

L'Assemblée générale,

Ayant reçu la résolution⁴ adoptée le 27 avril 1958 par la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, dans laquelle celle-ci priait l'Assemblée générale d'étudier, lors de sa treizième session, la question de l'opportunité de convoquer une deuxième conférence internationale de plénipotentiaires qui examinerait de nouveau les questions qui n'ont pas reçu de solution au cours de la première conférence,

³ Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, *Documents officiels, Volume II: Séances plénières* (publication des Nations Unies, No de vente: 58.V.4, Vol. II), annexes, document A/CONF.13/L.56, résolution VII.

⁴ *Ibid.*, résolution VIII.